



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 24 – 11 MARS 2016

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

PROJETS
D'IMPLANTATION
DE CFAO-
CARREFOUR A
DOUALA ET
ABIDJAN

AFRIQUE DU SUD :
POSE DE LA PREMIERE
PIERRE DE L'USINE DE
TRAINS D'ALSTOM

AFRICA INTERNET
GROUP LEVE 225 M
EUR POUR
POURUIVRE SA
CROISSANCE

LE NIGERIA VISE UNE
PRODUCTION LOCALE
DE MEDICAMENTS

BURKINA FASO –
GHANA : REALISATION
D'UNE
INTERCONNEXION
ELECTRIQUE PAR
EIFFAGE ENERGIE

MOBILE BANKING : LA
SOCIETE GENERALE ET
MTN LANCENT UN
NOUVEAU PRODUIT

SCHNEIDER ELECTRIC
ETEND SON
PARTENARIAT A 4
NOUVELLES
UNIVERSITES EN
AFRIQUE DU SUD

KAMPALA, VILLE LA
PLUS AGREABLE EN
AFRIQUE DE L'EST,
SELON MERCER

L'AFD ET LE CIRAD
S'ENGAGENT A
PROMOUVOIR LE LABEL
« CHOCOLAT DE
COTE D'IVOIRE »



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU DÉVELOPPEMENT
INTERNATIONAL

MINISTÈRE DES FINANCES
ET DES COMPTES PUBLICS
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DE L'INDUSTRIE ET DU NUMÉRIQUE

ACTUALITE REGIONALE

▼ Afrique australe : restructuration de Barclays

Confronté au doublement de ses pertes et au besoin de renforcer ses fonds propres, Barclays va réduire sa participation d'ici 2 à 3 ans dans sa filiale africaine pour se concentrer sur ses marchés historiques. Barclays Africa est implantée en Afrique du Sud, via ABSA détenue à 100 %, au Botswana, en Namibie, au Mozambique, ainsi qu'en Zambie et conduit des opérations au Zimbabwe. Bien que la zone ait contribué à 13 % du bénéfice au plan mondial, la détérioration de la conjoncture et la dépréciation des devises, impactant le résultat net en livre sterling, ont justifié cette décision selon Barclays.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ Soudan : coopération renforcée avec la Russie

Les ministres des Affaires étrangères russe et soudanais ont convenu de renforcer la coopération économique entre leur deux pays. 14 accords ont été signés, en particulier dans les domaines pétrolier, minier et bancaire. Ces accords prévoient également l'octroi d'une concession pétrolière de prospection à l'entreprise Rus Geology, pour le « block » E57, ainsi que l'établissement d'une cartographie géologique de la zone Jabal Moya dans la région du Kordofan septentrional. Le ministre soudanais a par ailleurs indiqué que son homologue russe souhaitait une « levée des sanctions inhumaines contre le peuple soudanais ».

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ Soudan : renforcement des achats égyptiens

L'Égypte a signé un accord d'achat de 800 000 bovins soudanais, ce qui serait la plus importante transaction économique entre les deux pays. Cette transaction est une relance des échanges bilatéraux, considérés comme faibles malgré la construction récente d'une route reliant les deux pays. L'Égypte représente un marché potentiel important pour les exportations d'animaux et de viande soudanais. Par ailleurs, les recettes issues des exportations soudanaises d'animaux prennent une importance croissante en raison du recul des recettes en provenance du pétrole et de l'or. En 2015, les animaux vivants ont représenté le premier poste d'exportation avec 800 M USD. L'or est en deuxième place avec 700 M USD.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ Le KFC Index, un nouvel indicateur du coût de la vie en Afrique ?

Le cabinet d'études Sagaci Research entend utiliser le produit phare de la chaîne *Kentucky Fried Chicken* (KFC) : l'*Original Chicken Bucket*, comme comparateur entre les monnaies africaines. Le pot de douze pièces de poulet frit est vendu dans 18 pays africains et dans 802 points de vente, jusqu'en Tanzanie, en Ouganda et au Zimbabwe. De quoi permettre un début de comparaison des pouvoirs d'achat nationaux en comparant les prix africains entre eux et en les ramenant aux 20,5 USD le pot de poulet en vigueur aux États-Unis. Cette première mouture de l'indicateur révèle d'importantes disparités d'un pays à l'autre, les prix les plus élevés étant constatés en Angola et au Nigeria et les plus faibles en Afrique du Sud et en Égypte.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

CONJONCTURE

▼ Afrique du Sud : la croissance 2015 au plus faible depuis la récession de 2009

Les données préliminaires de la croissance du 4^{ème} trimestre 2015 ont confirmé la faiblesse de l'activité avec une hausse du PIB de 0,6 % en rythme trimestriel annualisé, corrigé des variations saisonnières. En l'absence de correction saisonnière, la croissance aurait été quasi-nulle. Sur le trimestre, l'activité a été surtout pénalisée par la contraction de 14 % du secteur agricole et le recul de 2,6 % de l'industrie manufacturière. Sur l'année 2015, la croissance s'est élevée à 1,3 %, soit la plus faible performance depuis la récession de 2009. Pour 2016, le *National Treasury* projette une croissance de 0,9 % (0,7 % pour le FMI).

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : nouvelle hausse du taux de chômage en 2015 (25,4 %)

Selon l'institut des statistiques, en 2015, le taux de chômage, au sens du BIT, a atteint 25,4 % de la population active, soit 5,2 millions de personnes. Il s'agit de la 2^{ème} année consécutive de progression du chômage après une pause intervenue sur 2012 et 2013. En 2014, il s'élevait à 25,1 %. En tenant compte des travailleurs découragés, estimé à 2,3 millions de personnes, le taux de chômage s'élèverait à 36,4 %. De façon préoccupante, le taux de chômage des 15-24 ans s'élevait l'an dernier à 50,1 % contre 30,2 % chez les 25-34 ans.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ Angola : maintien du taux directeur à 12 %

Le Comité de politique monétaire a maintenu le taux directeur à 12 % ainsi que le taux de facilité permanente de crédit à 14 %, lesquels avaient été relevés de +100 pdb chacun le 30 janvier, tout en conservant celui des dépôts à 1,75 %. Compte tenu des pressions inflationnistes de plus en plus marquées et de l'objectif de réduction de l'écart du cours de change entre les marchés officiel et parallèle, la Banque centrale devrait conserver l'orientation restrictive de sa politique monétaire et procéder dans les mois à venir à un nouveau relèvement de taux, au risque de peser toutefois sur une activité d'ores et déjà très déprimée par la faiblesse des cours du pétrole et le manque de devises pour assurer les importations de biens.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ Angola : 100 Mds USD investis en infrastructures entre 2002 et 2015

Selon le ministère angolais du Plan, depuis la fin de la guerre civile, en 2002, l'Angola a investi près de 100 Mds USD dans la construction et la reconstruction d'infrastructures de transport (routes, ponts, chemins de fer, ports, aéroports), de production et de distribution d'énergie/eau ainsi que des bâtiments publics tels que des écoles, des hôpitaux et des logements. La reconstruction des infrastructures de transport et d'énergie, après 40 années de guerre, était indispensable pour relancer le pays et réussir la diversification économique en cours.

✉ rodolphe.peugeot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Zambie : faibles perspectives pour la production du cuivre**

Alors que le secteur du cuivre pâtit toujours de la faiblesse des cours et du déficit énergétique dû à la sécheresse, plusieurs industriels ont confirmé leurs plans de licenciements, dont *First Quantum Minerals*, premier investisseur étranger dans le secteur, qui supprimerait 1 090 postes. Si la production a progressé en 2015 (711 515 tonnes) grâce à l'exploitation de la nouvelle mine de *First Quantum Minerals*, la dégradation des perspectives pourrait, selon les autorités, perdurer encore 2 ans au risque de reporter ou d'annuler des investissements. La production ne repartirait à la hausse qu'à partir de 2017/18 dans l'hypothèse d'une reprise des cours, avec des volumes projetés de 700 000 tonnes en 2017 puis 1 million en 2018.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : nette progression du solde commercial en faveur de la France en 2015**

En 2015, les exportations françaises vers Maurice (344 M EUR) ont augmenté de 3 %, tandis que les importations françaises en provenance de Maurice (270 M EUR) ont diminué de 4 %. En conséquence, le solde commercial en faveur de la France est passé de 52 M EUR en 2014 à 74 M EUR en 2015, enregistrant une hausse de 42 %. Sur les 10 dernières années, on constate une stabilité remarquable du volume des échanges entre les deux pays, puisque les exportations françaises (très diversifiées) oscillent entre 320 et 350 M EUR, tandis que les importations françaises (très concentrées) se situent dans une fourchette comprise entre 260 à 290 M EUR.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : croissance de 7,5 % des activités du port de Mombasa entre 2014 et 2015**

Selon la *Kenya Port Authority* (KPA), l'activité du port de Mombasa a augmenté de 7,5 % entre 2014 et 2015, passant de 24,9 à 26,7 millions de tonnes de marchandises. Les importations ont augmenté de 9 %, à 22,7 millions de tonnes, et les exportations de 5 %, à 3,5 millions de tonnes. Le volume de marchandises à destination des pays de l'EAC a cependant diminué de 28,4 %, à 523 993 tonnes en 2015, notamment du fait de dysfonctionnements du nouveau processus de dédouanement de l'EAC. Le trafic de conteneurs de Mombasa devrait passer de 1 à 1,5 million de conteneurs en 2016, avec la fin annoncée de la phase de construction du deuxième terminal à conteneurs, et à 2,7 millions en 2019.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : croissance en baisse au quatrième trimestre 2015**

La croissance de l'économie nigériane s'est établie à 2,1 % au T4 2015 en g.a. contre 2,8 % au T3 2015. Le secteur pétrolier s'est contracté de 8,3 % au cours du T4 2015, alors qu'il avait cru de 1,1 % au T3 2015. La croissance de l'économie non-pétrolière, qui compte pour 90 % du PIB, a légèrement augmenté, à 3,5 % contre 3 % au T3 2015. La production industrielle a chuté de 3 % au T4 2015. Pour l'année 2015, la croissance du Nigéria atteint 2,8 %. Les mesures de contrôle de change imposées par la Banque centrale ont contribué à exacerber le ralentissement économique, en dissuadant les investisseurs étrangers et en empêchant les entreprises locales de payer leurs fournisseurs internationaux.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Bénin : un second tour pour l'élection présidentielle**

La Commission électorale nationale autonome a publié le 8 mars les résultats provisoires du premier tour de l'élection présidentielle qui s'est tenue le 6 mars dernier au Bénin. Selon ces chiffres, le premier ministre Lionel Zinsou (28,4 % des suffrages) et l'homme d'affaires Patrice Talon (24,8 %) devraient s'affronter au cours d'un second tour qui sera organisé le 13 mars 2016.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cap Vert : amélioration du déficit commercial en 2015**

Le déficit commercial du Cap Vert s'est réduit en 2015 de 7 %, pour atteindre 485 M EUR. Les exportations du pays se sont établies à 60 M EUR (-0,8 %), tandis que les importations ont reculé de 6,4 % à 545 M EUR. L'Europe maintient sa position de première destination des exportations capverdiennes avec 90 % de part (Espagne 69 %, Portugal 14 %, France 2 %). Ces exportations sont concentrées sur les produits de la mer. L'Europe demeure également le premier fournisseur du pays (carburants). Mais sa part de marché est en baisse (passant de 80 % à 75 % entre 2013 et 2015), au profit des continents américain (USA, Brésil) et asiatique (Chine et Turquie).

✉ foly.ananou@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : le secteur industriel se compose à 95 % de PME**

Selon une enquête de la direction de la prévision et des études économiques du Sénégal, le tissu industriel sénégalais, fortement concentré dans la région de Dakar, compte 1 270 entités (soit 5 % des entreprises formelles identifiées fin 2013) et est dominé par les industries agroalimentaires (45 %). La majorité de ces industries sont des PME (95 % du nombre total d'industries). Le verrou énergétique pèse fortement sur la performance et le développement des industries sénégalaises. La contribution des industries sénégalaises (qui représentent près de 16 % du PIB) à la croissance reste très faible (moins d'1 % entre 2000 et 2014), alors que le secteur se montre rentable.

✉ foly.ananou@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : hausse de 7,4 % des recettes fiscales en 2015**

Au terme de l'exercice 2015, les ressources budgétaires (recettes fiscales et non fiscales) se sont établies à 2,65 Md EUR, contre une prévision de 2,67 Md EUR, soit un taux de réalisation de 99,2 %, contre 92 % l'année dernière. 2,4 Md EUR de recettes fiscales ont été mobilisées, en hausse de 7,4 % par rapport à 2014. Les recettes non fiscales sont ressorties en hausse de 17,5 % par rapport aux prévisions, pour atteindre 169 M EUR. Les dépenses budgétaires (hors service de la dette) ont atteint 3,5 Mds EUR, dont 1,5 Md au titre des dépenses d'investissement. Le service de la dette (intérêt et principal, hors amortissement des bons du Trésor à un an) s'est établi à 820 Md EUR, contre une prévision annuelle de 911 Md EUR.

✉ foly.ananou@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : visite de travail du président turc**

Le 3 mars 2016, le président guinéen Alpha Condé a reçu son homologue turc, Recep Tayyip Erdogan pour une visite d'Etat de quelques heures à Conakry. Cette visite a été l'occasion de relancer et de renforcer la coopération entre ces deux pays. Plusieurs conventions et accords de coopération dans les domaines de la défense, du tourisme, des mines, de l'énergie, de la santé et de l'environnement ont pu être signés. Un mémorandum de création d'un conseil d'affaires et de partenariat entre les secteurs privés des deux pays a également été signé. Le président guinéen a annoncé l'ouverture prochaine d'une ligne Conakry-Ankara par la compagnie *Turkish airlines*.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : risque de poursuite de l'accélération de l'inflation**

L'inflation est passée sous la barre des 2 % (1,9 %) en 2014 malgré la baisse des subventions aux carburants ayant conduit à une hausse moyenne du prix à la pompe de 15 % en juillet 2014, compensée en partie par la baisse des taxes sur les transports. La hausse des prix des carburants a toutefois conduit, avec un certain délai, à une accélération de l'inflation, qui a atteint 2,7 % en 2015. La hausse des prix des transports (7,5 %) et celle des boissons alcoolisées et tabac (8,9 %) sont à l'origine de cette accélération. Le rétablissement récent des droits de douanes sur le riz et le risque que l'offre de vivres soit affectée par l'insécurité au Nord font craindre à l'Institut de la statistique que le seuil de 3 % soit dépassé en 2016.

✉ francois.giovalucchi@dgtresor.gouv.fr

▼ **Centrafrique : reprise fragile et contrastée de l'économie et moindre inflation en 2015**

Après une contraction de 36 % en 2013, le PIB aurait augmenté de 1 % en 2014 et de 5,5 % en 2015, et serait donc loin d'avoir retrouvé son niveau d'avant-crise. Une augmentation de la production vivrière aurait eu lieu, mais les productions de café et de coton auraient continué à chuter. La production de grumes aurait augmenté de près d'un tiers en 2015, grâce au rétablissement de la sécurité en zone forestière. L'activité dans l'industrie agroalimentaire, le commerce et le BTP est à la hausse, grâce notamment à la forte présence étrangère. L'inflation est passée de 17,8 % en 2014 à 2,1 % en 2015, grâce au rétablissement d'approvisionnements réguliers depuis le Cameroun.

✉ francois.giovalucchi@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Sénégal : cadre juridique pour les PPP

Le Sénégal est désormais doté d'un cadre juridique pour les PPP (loi du 20 février 2014 relative aux contrats de partenariat et décret du 20 mars 2015), distinct de celui de la délégation de service public : dans le PPP en effet, la rémunération provient « essentiellement » de la personne publique. La définition est classique : le contrat porte sur une mission globale prenant en compte l'ensemble du cycle projet. La loi ne s'applique pas à l'énergie, aux télécommunications et aux mines. Elle prévoit une évaluation préalable et des procédures d'appel d'offres puis une attribution à l'offre économiquement la plus avantageuse (avec une prime aux ressortissants de l'UEMOA). Une place est faite à l'offre spontanée. La loi prévoit un certain nombre de clauses obligatoires.

✉ marc.fornacciari@dentons.com

▼ Ouganda : Kampala, ville la plus agréable à vivre d'Afrique de l'Est

Une étude de Mercer, cabinet new-yorkais de conseils en ressources humaines, a classé Kampala comme la 1^{ère} ville d'Afrique de l'Est en termes de qualité de vie. Au niveau mondial, elle occupe la 169^{ème} place sur 230. Nairobi, Kigali et Dar es Salaam, trois des principales capitales de la région, sont respectivement classées en 184^{ème}, 191^{ème} et 198^{ème} position. Le classement est fondé sur des critères sociaux, économiques, politiques, culturels, sanitaires, ainsi que sur les transports et le logement. Les prix à la consommation à Kampala sont ainsi 11,23 % plus bas qu'à Nairobi (statistique Numbeo). L'étude de Mercer est, pour de nombreuses entreprises, un critère d'aide à la décision pour choisir où s'implanter.

✉ nina.llado@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouganda : introduction des E-tags pour lutter contre les contrefaçons

Le bureau national des standards ougandais (UNBS) va élargir au secteur manufacturier du pays son utilisation du système *E-Tag Verification Service*. Les fabricants apposent à leurs produits un code chiffré, que les acheteurs peuvent envoyer à une hotline gratuite pour vérifier la provenance du produit. Les producteurs à identifier payent un tarif forfaitaire de 500 USD. Ce système a été introduit dans l'agriculture en novembre 2015 par UNBS, USAID et les ministères du Commerce et de l'Agriculture. Selon l'UNBS, 40 % des produits vendus sur le marché agricole (engrais, graines) sont des contrefaçons, de moindre qualité. Ce système permettrait d'éviter 1,5 Md USD de pertes par an dans le secteur agricole.

✉ nina.llado@dgtresor.gouv.fr

▼ Plein phare sur les travaux de la commission RSE du CIAN

Affectio Mutandi anime la commission RSE du Conseil des investisseurs français en Afrique (CIAN). Celle-ci avance sur la nouvelle version de la charte de responsabilité sociale, s'attachant à y intégrer les notions liées aux droits de l'homme, au contenu local ou encore au devoir de vigilance. La commission s'est également saisie de deux sujets d'actualités : le devoir de vigilance raisonnable, en discussion au Parlement français et en cours de transposition par le ministère de l'Economie (directive Barnier) ; également, la question des droits de l'homme, au regard de la transposition des principes de l'ONU, dit de Ruggie, dans un plan national des droits de l'homme, actuellement discuté au sein de la Plateforme RSE (services du Premier ministre).

✉ ps.guedj@affectiomutandi.com

▼ Nigéria : la Suisse donne son accord pour le rapatriement de 321 M USD détournés par le clan Abacha

Le ministre suisse des Affaires étrangères et le ministre nigérian de la Justice ont signé mardi 8 mars à Abuja une lettre d'intention pour restituer les fonds spoliés gelés par la Suisse. L'accord marque une étape importante vers le retour des fonds, qui sera supervisé par la Banque mondiale. Alors que Sani Abacha était au pouvoir (1994-1998), son clan aurait mis la main sur environ 5 Mds USD de fonds publics. Une grande partie de cette somme a été dissimulée à l'étranger, notamment en Suisse.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : contestations après l'entrée en vigueur de la *tax stamp duty*

L'association des importateurs et exportateurs du Ghana a rencontré le ministère des Finances et la direction des douanes de la *Ghana Revenue Authority* jeudi 10 mars, pour discuter du retrait de la *tax stamp duty*, qui est entrée en vigueur le 7 mars 2016. Taxe équivalente aux droits d'enregistrements, celle-ci s'échelonne de 0,25 % à 1 % selon les transactions effectuées. L'association critique le manque de consultations effectuées lors de son élaboration et de son adoption, menaçant d'une hausse des prix si elle était maintenue. Si cette taxe devait être retirée, cela constituerait un nouveau recul du gouvernement dans les efforts de consolidation fiscale entrepris aux termes de l'accord signé avec le FMI.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ L'ITIE Congo amorce la rédaction du rapport 2014

Le comité exécutif de l'initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) a lancé le 4 mars 2016, à Brazzaville, le processus d'élaboration de son rapport d'activités de l'exercice 2014. Le rapport, septième du genre, sera composé d'une étude de cadrage, qui concernera cette année le secteur pétrolier, celui des mines, et également le secteur forestier. L'objectif est de recenser toutes les entreprises de ces secteurs, et de confronter les déclarations de paiement des entreprises à l'Etat à la comptabilisation de ces paiements par l'Etat.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Burkina Faso - Ghana : réalisation d'une interconnexion électrique par Eiffage Energie

La société nationale d'électricité du Burkina Faso (SONABEL) et la *Ghana Grid Company* (GRIDco) ont confié à l'entreprise Eiffage Energie la réalisation d'un réseau électrique permettant d'interconnecter le nord du Ghana à Ouagadougou. Ce projet, d'un montant de 30 M EUR, a été annoncé le 7 mars 2016 et devrait être opérationnel dès 2017 afin d'assurer l'approvisionnement du Burkina Faso. La réalisation de cette interconnexion s'inscrit dans le cadre du programme *West African Power Pool* (WAPP), qui a pour objet de renforcer la coopération transfrontalière en matière d'interconnexions de réseaux de transports d'électricité et de résorber progressivement le manque d'infrastructures dans la région.

✉ sophie.pignon@twobirds.com

▼ Ethiopie : production de 560 MW pour le barrage Gilgel Gibe III

Le barrage hydro-électrique Gilgel Gibe III, d'une capacité de 1 870 MW, est entré en production le 19 février. Seules 4 des 10 turbines sont opérationnelles, et permettent pour l'heure de produire 560 MW d'électricité. Les 6 autres turbines entreront en service prochainement. Gilgel Gibe III est le 3^{ème} barrage construit sur le fleuve Omo (après Gilgel Gibe I - 185 MW et Gilgel Gibe II - 420 MW). Une fois le barrage pleinement opérationnel, une partie de sa production sera exportée vers les pays voisins : 200 MW au Soudan, 200 MW à Djibouti et 500 MW au Kenya. Le pays compte sur ces exportations pour atténuer son déficit chronique de devises étrangères.

✉ pierre.sentenac@dgtrésor.gouv.fr

▼ Kenya Railways annonce un projet de 50 M USD sur Nairobi

Kenya Railways Corporation (KRC) annonce un plan sur deux ans pour construire et rénover une vingtaine de gares de l'agglomération de Nairobi. L'ensemble du projet est estimé à 50 M USD. La gare de Ruiru (3 M USD) est déjà en chantier et 5 appels d'offres devraient être prochainement publiés. Les autres gares sont encore au stade de l'étude.

✉ jean-cesar.lammert@businessfrance.fr

▼ Madagascar : signature du 11e fonds d'étude et de renforcement de capacités

Un accord a été signé le 7 mars 2016 pour la création d'un fonds destiné à financer plusieurs études de faisabilité et à apporter une assistance technique à Madagascar. En présence du ministre des Finances et du budget, de l'Ambassadeur de France et du directeur de l'AFD à Antananarivo, cette convention d'un montant de 880 000 EUR permettra de préparer différents projets pour les années 2017 et 2018 sur les secteurs prioritaires tels que les infrastructures urbaines, l'éducation et la formation professionnelle, et le développement rural durable. C'est dans le cadre de ce FERC 11 que la troisième phase du projet Ruelles de Tana ou encore le projet de développement durable dans la région de Diana seront initiés.

✉ rabitchova@afd.fr

▼ Ouganda : le projet d'un pipeline via la Tanzanie fait douter les Kenyans

Après une rencontre entre les 2 présidents, l'Ouganda et la Tanzanie annoncent leur intérêt pour un pipeline de 1 120 km qui mettrait en péril le projet kenyan de Lamu. Ce dernier était peu soutenu par le consortium pétrolier qui opère en Ouganda (Total, Tullow et CNOOC) pour des raisons de sécurité (proximité de la frontière somalienne). Le projet tanzanien pourrait employer plus de 15 000 personnes.

✉ jean-cesar.lammert@businessfrance.fr

▼ Burkina Faso : 218 M EUR d'aides prévues en 2016

Selon le Ministère burkinabè de l'Economie et des finances, le pays devrait recevoir 218 M EUR d'appui budgétaire en 2016, contre 280 M EUR en 2015. Les dons sont estimés à 131 M EUR et les prêts à 87 M EUR (11 M EUR au titre du programme de facilité élargie de crédit avec le FMI et 76 M EUR pour le soutien de la Banque mondiale au ministère des Transports). En tête des bailleurs : la Banque mondiale (114 M EUR) et l'UE (58 M EUR). A noter que la Banque africaine de développement (BAfD) n'accordera pas d'appui budgétaire au Burkina Faso cette année, puisque l'enveloppe budgétaire qu'elle avait initialement prévue a été consommée en 2015 dans le cadre de l'organisation des élections présidentielles.

✉ pascal.carrere@dgtrésor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : emprunt obligataire de 183 M EUR

L'Etat ivoirien vient d'émettre sur le marché monétaire et financier de l'UEMOA, son premier emprunt obligataire de l'année, d'un montant de 183 M EUR. Les souscriptions sont ouvertes du 1^{er} au 31 mars inclus 2016. Ce titre arrive à maturité en 2028 et est assorti d'un taux d'intérêt de 6 %. A noter que dans le cadre du budget 2016 de l'État ivoirien, il est prévu de mobiliser environ 1,8 Md EUR sur les marchés financiers régionaux et internationaux.

✉ saint-jerome.koffi@dgtrésor.gouv.fr

▼ Mali : don de 2,7 M EUR du Japon pour le renforcement de la sécurité

Le Japon et les autorités maliennes viennent de procéder à la signature d'une convention portant sur un don de 2,7 M EUR destiné à soutenir la mise en œuvre de la politique de développement sécuritaire du Mali. Cet appui devrait permettre l'achat de motos de liaison, de camions grues, de véhicules de premiers secours, d'ambulances médicalisées, de camions de lutte contre les incendies. A noter que ce don s'ajoute à celui de 3,4 M EUR fourni par le programme des nations unies pour le développement (PNUD) dans le cadre du projet de renforcement des capacités opérationnelles de l'Ecole nationale de police.

✉ nicolas.moussard@dgtrésor.gouv.fr

▼ Mali : nouveau cadre stratégique pour la relance économique et le développement durable

Ce cadre, qui a été proposé par le Ministère malien des Finances, intègre les priorités des plans existants : la stratégie pour la croissance et la réduction de la pauvreté (SCRP 2012-2017), le programme d'actions du gouvernement (PAG 2013-2018), le plan pour la relance durable du Mali et le programme de développement accéléré des régions du nord (PDA/RN). Il est structuré autour de trois axes stratégiques : (i) la promotion d'une croissance inclusive et durable (1,7 Md EUR), (ii) l'accès aux services sociaux de base et le développement social (2,6 Mds EUR) et (iii) le développement institutionnel et la gouvernance (549 M EUR).

✉ nicolas.moussard@dgtrésor.gouv.fr

▼ **Sénégal : lancement du premier projet de centrale solaire**

Les autorités sénégalaises ont procédé le 4 mars au lancement officiel des travaux de construction d'une centrale solaire de 30 MW à Mekhé (région de Thiès), premier projet d'énergie renouvelable au Sénégal, développé par Meridiam et le fonds souverain d'investissements stratégiques (Fonsis) du Sénégal. Ce projet, dont le coût est estimé à 43,5 M EUR, est réalisé sous forme de DBOO (conception-construction-possession-exploitation). L'intégralité de l'électricité générée par cette centrale, qui sera mise en production à partir de fin 2016, sera revendue à la Sénélec au prix de 65 FCFA/ KWh.

✉ foly.ananou@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : financement de la BAfD en faveur de la gouvernance fiscale**

Le Togo et la Banque africaine de développement (BAfD) viennent de signer un protocole d'accord portant sur un don de 15 M EUR et un prêt d'un montant de 4 M EUR. Ces fonds, mobilisés à travers l'instrument de facilité d'appui à la transition (FAT) de la BAfD, sont destinés au financement du projet d'appui à la gouvernance fiscale (PAGFI) au Togo. Ce projet, qui sera exécuté sur la période 2016-2019, est structuré autour de deux composantes : (i) l'amélioration de l'efficacité et de l'intégrité de la gestion fiscale et (ii) le renforcement de la transparence et du suivi des recettes fiscales. Le montant total des engagements du groupe de la BAfD au Togo est estimé à ce jour à 386 M EUR.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Afrique du Sud : appel à candidatures pour l'exportation de viandes bovines

Suite à la levée de l'embargo « vache folle » en septembre dernier et à la réouverture du marché sud-africain pour la viande bovine française désossée et les abats, FranceAgriMer a publié un appel à candidatures pour étendre la liste des établissements français autorisés à exporter des viandes bovines en Afrique du Sud :

[http://www.franceagrimer.fr/Stockage-Actualites/International/2016/Afrique-du-Sud-Agrement-export-Appel-a-candidature-viande-bovine/\(filiere\)/2/\(nodeActu\)/228](http://www.franceagrimer.fr/Stockage-Actualites/International/2016/Afrique-du-Sud-Agrement-export-Appel-a-candidature-viande-bovine/(filiere)/2/(nodeActu)/228).

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : forte progression des prix alimentaires en janvier

Les prix des produits alimentaires (hors boissons alcoolisées) ont progressé de 1,9 % entre décembre 2015 et janvier 2016. Il s'agit de la plus forte progression depuis octobre 2012, les premiers effets de la sécheresse qui touchent le secteur agricole se faisant ainsi désormais sentir sur les prix alimentaires. Sur un mois, les hausses les plus importantes concernent les fruits (+5,2 %), les légumes (+4,4 %) et les huiles (+3,6 %). En glissement annuel, le rythme de progression des prix des produits alimentaires s'établit à 6,9 %. La hausse des importations et l'accroissement des prix des matières premières agricoles en raison de la sécheresse vont continuer d'alimenter la hausse des prix alimentaires dans les prochains mois.

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : augmentation de 10 % des revenus agricoles

Selon *Statistics SA*, les revenus globaux du secteur agricole sud-africain ont augmenté de plus de 10 % entre 2013 et 2014. Les salaires agricoles ont ainsi augmenté de 192 M ZAR en 2013 à 203 M ZAR en 2014 (soit environ 11 M EUR). Cette croissance est due à l'augmentation des exportations en Afrique au cours des 5 dernières années. D'après le rapport, la principale source de revenus est la production animale, qui a augmenté de 43,3 % en 2014, pour une valeur d'environ 4,8 M EUR, dynamisée par l'aviculture et l'augmentation de la demande en viande rouge (+28 % au cours des 10 dernières années).

✉ camille.tricoire@businessfrance.fr

▼ Madagascar : la filière vanille en péril

La plateforme nationale de la vanille (PNV) et le Groupement national des exportateurs de vanille (GNEV) ont interpellé les autorités face à la crise que traverse la filière vanille. Parmi les problèmes majeurs figurent les vols de vanille sur pied et surtout la modification par certains opérateurs, pour des raisons spéculatives, des pratiques traditionnelles de préparation des gousses qui détériore fortement la qualité du produit. Cette situation nuit à l'image de la vanille de Madagascar et risque de compromettre à terme les exportations malgaches face à l'émergence d'une concurrence comorienne et indienne. La vanille est le troisième poste d'exportation du pays et rapporte environ 80 M USD par an.

✉ maguy.ferrand@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : l'AFD et le CIRAD s'engagent à promouvoir le label « Chocolat Côte d'Ivoire »

Ce label, adopté par le gouvernement ivoirien en février dernier, a été officiellement lancé lors de la 53^{ème} édition du Salon international de l'agriculture tenu à Paris du 27 février au 6 mars 2016. Ce lancement a été matérialisé par la signature d'une convention entre le ministère ivoirien de l'Agriculture, le syndicat et la fédération des chocolatiers et confiseurs de France. Cette convention engage l'AFD et le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) à : (i) promouvoir la qualité du cacao ivoirien, (ii) œuvrer pour la reconnaissance des petits fabricants de chocolat et (iii) accompagner la réforme de la filière café-cacao en Côte d'Ivoire.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Afrique du Sud : Schneider Electric et le ministère de l'Education renforcent leur partenariat

Schneider Electric et le ministère sud-africain de l'Education ont renforcé début mars leur partenariat dans le but de promouvoir l'accès à l'éducation et à la formation dans les collèges techniques du pays. Après le lancement en 2012 du Centre Schneider Electric franco/sud-africain pour l'éducation (F'Sasec) à l'Université Technologique de Vaal, le partenariat enrichi inclut désormais quatre nouvelles universités : *Cape Peninsula of Technology*, *College of Cape Town*, *University of Johannesburg* et *Sedibeng College*, avec un objectif de 1 000 étudiants issus de milieux défavorisés formés, grâce à des programmes de quatre mois.

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud classé 66^{ème} sur 109 en matière d'attractivité pour les investissements miniers en 2015

L'Institut Fraser, dans son enquête de perception annuelle 2015 qui recense les destinations les plus attractives en matière d'investissements miniers, a classé l'Afrique du Sud en 66^{ème} position sur 109 (contre 74^{ème}/122 en 2014 et 57^{ème}/112 en 2013). Se fondant sur 449 réponses recueillies entre mi-septembre et fin novembre 2015, l'enquête illustre la défiance persistante des investisseurs concernés du fait notamment de l'incertitude législative et réglementaire dans le pays et de la dégradation de son climat des affaires. A l'échelle continentale, l'Afrique du Sud se place à la 11^{ème} position sur les 20 pays africains représentés, derrière la RDC.

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : zones de développement des énergies renouvelables

Le gouvernement a annoncé la publication au Journal officiel de la répartition des zones de développement des énergies renouvelables dans le cadre du programme REIPPP. L'objectif est de permettre une meilleure structuration des projets en la matière. Ces zones correspondent à des espaces prioritaires pour la mise en place d'infrastructures exploitant les énergies éoliennes et photovoltaïques. Depuis le début du programme, les tarifs associés à ces deux types d'énergies ont connu une baisse considérable (de 1,42 R/kWh à 0,65 R/kWh pour l'énergie éolienne par exemple).

✉ thomas.curelli@businessfrance.fr

▼ **Zambie : la BAfD va soutenir le secteur des énergies renouvelables**

Lors de son récent passage à Lusaka pour préparer l'Assemblée générale annuelle 2016 de la Banque africaine de développement du 23 au 27 mai 2016, son président, Akinwumi Adesina, a affirmé que son institution « collaborerait avec le gouvernement et les régulateurs pour améliorer la gestion du secteur énergétique ». Il a ajouté : « Une des toutes premières priorités de la Banque est de doter l'Afrique en énergie. Nous avons à débloquent le potentiel qui est le nôtre, qu'il soit solaire, géothermique ou hydroélectrique ». La Zambie fait face à une grave crise énergétique, qui a affecté la production des compagnies minières, résultant en des pertes d'emplois, et en une chute du Kwacha par rapport au dollar américain de 41 % en 2015.

✉ thomas.curelli@businessfrance.fr

▼ **Zambie : 11 entreprises en course pour la réalisation de 2 centrales solaires**

En Zambie, les 11 entreprises présélectionnées, dont 4 françaises (EDF, Engie, Eren et Neoen), ont jusqu'au 9 avril 2016 pour soumettre leurs offres pour la réalisation de deux centrales solaires d'une capacité totale de 100 MW. La société nationale de développement industriel (IDC) conduit ce processus de sélection en deux étapes, la deuxième étant la sélection de deux sociétés sur la base de la conformité aux exigences techniques et de la proposition commerciale la plus compétitive. Ces entreprises devront réaliser la conception, le financement, la construction et l'exploitation des infrastructures. La seconde phase du programme construction de centrales solaires (200 MW) devrait être lancée prochainement.

✉ thomas.curelli@businessfrance.fr

▼ **Afrique du Sud : inauguration du premier « aéroport solaire » du continent africain**

ACSA (*Airports Company South Africa*), la société publique propriétaire de 9 aéroports (86 % du trafic passagers du pays), a lancé en février 2015 un programme d'investissements de 90 M ZAR (environ 5,7 M EUR) pour l'installation de panneaux solaires devant approvisionner en électricité ses aéroports. Le 26 février, le premier « aéroport solaire » d'Afrique a été inauguré à George, près du Cap. Cet aéroport (600 000 passagers/an) a été pourvu de 200 m² de panneaux solaires qui produiront 750 KW d'électricité, générant assez d'énergie pour rendre l'infrastructure indépendante énergétiquement. Ce projet aura coûté 16 M ZAR (près d'1 M EUR). En cas de surplus, il pourra être cédé à Eskom.

✉ thomas.curelli@businessfrance.fr

▼ **Tanzanie : importantes découvertes de gaz aux alentours de Dar Es Salaam**

Des réserves de gaz de 2,17 milliards de pieds de cube (Tcf) ont été découvertes dans le bassin *onshore* de Ruvu, à 30 km de Dar Es Salaam. Il s'agit de la troisième plus grande découverte après les sites de Mnazi Bay et Songo Songo et de la première en onshore. La société tanzanienne Dodsal Hydrocarbons and Power Ltd, qui a réalisé la découverte, estime que davantage de gaz pourrait être présent dans la zone. Les réserves de gaz prouvées en Tanzanie (aujourd'hui environ 55 mds Tcf), auraient connu une augmentation de 18 % depuis juin 2014. La Tanzanie, qui finalise la mise en place d'une usine de liquéfaction de gaz naturel à Lindi, pourrait devenir un exportateur majeur de gaz naturel.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : restructuration de la compagnie pétrolière nationale (NNPC)

Le gouvernement fédéral vient d'annoncer avoir divisé la NNPC en sept unités opérationnelles indépendantes. Les 7 nouvelles branches sont : 1) *upstream* ; 2) gaz et électricité ; 3) raffinerie ; 4) *downstream* ; 5) co-entreprises ; 6) finance et comptabilité ; 7) direction générale. La semaine dernière, Ibe Kachikwu, le secrétaire d'Etat au Pétrole et directeur général de la NNPC avait annoncé que le gouvernement envisageait le découpage de la NNPC en 30 entreprises indépendantes. Ces changements organisationnels ne règlent en rien la question de la rétention des revenus pétroliers par l'entreprise publique : sur 6 Mds USD de pétrole vendus par la NNPC au cours des 6 derniers mois, seul 2,4 Mds sont retournés à l'Etat nigérian.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : la Bank of Industry nigériane soutient et finance plusieurs projets d'énergie solaire en zones rurales

Chargée d'offrir un soutien financier aux entreprises locales et étrangères ayant des projets d'expansion, de diversification et de modernisation, la BoI nigériane vient d'annoncer le développement de 6 projets d'énergie solaire dans les Etats de Gombe, d'Anambra, d'Edo, de Niger, d'Osun et de Kano. Ce programme pilote, mené avec le soutien de l'UNDP (*United Nations Development Programme*), prévoit l'électrification de communautés rurales (entre 200 et 250 foyers chacune) non-connectées au réseau national et qui bénéficieront d'une génération locale ainsi que d'un système de consommation par cartes prépayées. Le montant total prévu pour ce programme s'élève à un peu plus d'1 M EUR.

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : *Manufacturers Association of Nigeria*, s'inquiète des coûts de la génération électrique pour ses entreprises

Représentant plus de 2000 entreprises, le président de MAN vient d'alerter les autorités nigérianes à propos des conditions d'accès à l'électricité pour ses membres. D'après lui, le réseau national ne permet pas une consommation stable et prévisible et ses membres dépenseraient près de 41 M EUR (9 Mds NGN) par jour afin d'alimenter leurs générateurs privés. Cela représenterait près de 15 Mds EUR par an uniquement afin de pallier les défaillances du réseau électrique public. Il s'agit en moins de quelques semaines de la seconde attaque virulente de MAN à l'encontre de l'Etat après ses déclarations sur l'impact négatif constaté de la politique d'accès aux devises pour les entreprises.

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : arrivée du navire FPSO John Atta Mills le 2 mars 2016

L'unité flottante de production, de stockage et de déchargement (FPSO) John Atta Mills est arrivée au Ghana le 2 mars 2016. Fabriquée à Singapour avec une valeur ajoutée locale – le pont est en partie réalisé par la société locale d'origine française ORSAM –, l'unité sera basée au sein du bloc Tano à 80 kms des côtes ghanéennes. Le navire FPSO John Atta Mills produira et stockera du pétrole du champ offshore de TEN, dont la production (estimée à 80 000 b/j) devrait démarrer à l'été 2016 pour le pétrole et fin 2017 pour le gaz.

✉ gwenole.jan@dgtresor.gouv.fr

▼ Industries

▼ Afrique du Sud : pose de la première pierre de l'usine de fabrication de trains de Gibela, filiale d'Alstom

A l'occasion de la pose de la première pierre de sa nouvelle usine de fabrication de trains de Dunnottar le 4 mars dernier à Dunnotar, près de Johannesburg, le directeur général de Gibela a confirmé, en présence notamment de la ministre sud-africaine des Transports, que la production du premier train de banlieue de fabrication sud-africaine commencerait dans 18 mois. Quelque 10 000 pièces, produites par environ 250 fournisseurs sud-africains (dont 32 sélectionnés à ce jour), devront être livrées à l'usine tous les jours. Gibela, détenue à 61 % par Alstom, emploie 182 personnes à ce jour, avec un objectif de 1 500 salariés en 2021 et 19 500 personnes à former sur 10 ans.

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : contrat entre Bombardier Transportation et ABB

Un contrat de 50 M USD a été signé entre le canadien Bombardier Transportation et le groupe helvético-suédois ABB pour la fourniture de transformateurs de traction. Ce contrat s'inscrit dans le cadre de la politique de développement du parc ferroviaire électrique du pays. Le gouvernement sud-africain a investi 4,6 Mds EUR dans le renouvellement et l'extension de son réseau ferroviaire. Les unités seront installées sur 240 des locomotives de fret de Bombardier, fabriquées localement. Ces transformateurs sont conçus pour supporter de lourdes charges sur des distances allant jusqu'à plus de 1 000 km et dans des conditions difficiles (fortes pentes, virages serrés, usure excessive).

✉ thomas.curelli@businessfrance.fr

▼ Kenya : construction d'une usine d'eau potable pour Suez

Suez a indiqué avoir été sélectionnée comme adjudicataire pour la construction de la première phase de l'usine de traitement d'eau de Kigoro, pour l'alimentation de Nairobi. Le contrat global (encore non-signé), d'un montant de 42,5 M EUR et financé en partie par l'AFD, prévoit la construction et l'assistance à l'exploitation de l'usine pendant deux ans après sa mise en service dans le cadre d'une joint-venture avec Sogea-Satom. Ce projet de 142 500 m³ /j devrait marquer la mise en œuvre d'une technologie inédite en Afrique, de traitement des eaux par flottation avant filtration afin d'assurer la potabilisation de l'eau en provenance du barrage de Thika.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Le Nigéria vise une production locale de médicaments

Le président Buhari annonçait dans une allocution le 1^{er} mars qu'il voulait revisiter les mesures de soutien accordées dans les années 1990 par le *Petroleum Trust Fund* (époque à laquelle il le présidait) au secteur pharmaceutique pour aider à la production locale des besoins pharmaceutiques essentiels du pays. Cette déclaration intervient dans un contexte difficile pour le secteur. Selon les récentes déclarations de la *Manufacturer Association of Nigeria*, les difficultés d'accès aux devises impactent fortement le secteur manufacturier, et notamment les fabricants de produits pharmaceutiques locaux qui ne disposeraient pour certains, plus que de deux mois de stocks de matières premières, ce qui menace leur activité.

✉ pierre.decoussy@businessfrance.fr

▼ Côte d'Ivoire : General Electric ouvre un bureau régional à Abidjan

Ce bureau a été inauguré le 2 mars 2016, en présence du PDG du groupe américain, Jeffrey Immelt. Il a vocation à couvrir toute l'Afrique de l'Ouest francophone. Pour mémoire, *General Electric* compte déjà des bureaux au Nigéria, en Afrique du Sud, en Égypte, en Algérie, au Ghana, au Kenya et en Angola. En Côte d'Ivoire, il a déjà livré des turbines à gaz aux centrales thermiques existantes et souhaite diversifier ses activités en s'orientant notamment vers des projets dans la santé (l'imagerie médicale), le transport ferroviaire et aérien, l'industrie extractive et la formation.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo : la cimenterie CIMAF Congo débute ses activités

Le démarrage des activités de l'usine Ciments de l'Afrique (Cimaf) située à Makola, dans la sous-préfecture de Hinda, a été rendu effectif avec son inauguration le 3 mars par le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, après exactement deux ans de travaux. Cette usine, qui doit générer 1 000 emplois directs et indirects, est le fruit de la coopération congolomaroquine, pour un investissement de plus de 35 Mds FCFA (53,4 M EUR), pour une production actuelle de 500 000 tonnes, extensible à 1 million de tonnes dans le futur. Cette nouvelle usine permettra de répondre aux besoins intérieurs du Congo et de fournir un surplus pour l'export, aux côtés des autres cimenteries en activité ou en cours de construction.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Services

▼ Afrique du Sud : retard du e-commerce

Selon le *World Wide Worx* et *Euromonitor*, le marché sud-africain du e-commerce a un grand potentiel, à savoir 5 millions d'abonnés à l'internet fixe, 32 millions d'abonnés à l'internet mobile et une classe moyenne en plein essor (7,5 millions gagnant plus de 100 000 ZAR, soit environ 6 000 EUR /an). Cependant, le pays est à la traîne avec 6 Mds ZAR de prévision de dépenses sur ce segment en 2016 sur une dépense de 950 Mds ZAR pour l'ensemble du secteur de la distribution. Explications du retard : réseau dense et mature de distribution en magasins, éloignement des villes les unes des autres, existence de beaucoup d'endroits avec une faible densité de population, un réseau postal très fragmenté et réticence des sud-africains envers le paiement en ligne.

✉ laura.laguerce@businessfrance.fr

▼ Maurice : hausse significative des crédits bancaires accordés au secteur privé en 2015

Selon la Banque de Maurice, le total des crédits accordés par les banques commerciales au secteur privé (y compris aux particuliers) aurait augmenté de l'ordre de 6 % en 2015. C'est le secteur de la construction qui apparaît le plus endetté avec un montant total de crédits de 2,2 Mds EUR, suivi par l'industrie du tourisme avec un encours supérieur à 1 Md EUR. Par ailleurs, selon la Banque de Maurice, un total de 1,7 million de cartes bancaires (dont 270 000 cartes de crédit) était en circulation à Maurice fin 2015, contre 1,6 million un an plus tôt (pour une population de 1,3 million habitants).

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Renouvellement de l'accord bilatéral aérien entre Maurice et l'Allemagne**

Un nouvel accord bilatéral en matière de transport aérien a été conclu le 25 février 2016 entre les gouvernements mauricien et allemand. Cet accord vise à actualiser les différents textes signés dans ce domaine entre les deux pays depuis 1974 : il prévoit une extension des droits de trafic, notamment la désignation de multiples dessertes par des compagnies aériennes et l'augmentation du nombre de fréquences. En 2015, Maurice a reçu 75 300 visiteurs allemands (soit +21 % / 2014) : l'Allemagne est le 5ème pays de provenance des touristes après la France, le Royaume-Uni, l'Afrique du Sud et la Chine.

✉ patricia.lenette@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mobile banking : la Société Générale et MTN lancent un nouveau produit en Côte d'Ivoire**

Sogepay est le nouveau service que viennent de lancer la filiale de la Société Générale en Côte d'Ivoire (Sgbc) et l'opérateur sud-africain de téléphonie MTN. Ce service devrait permettre aux abonnés de MTN d'acheter des crédits de communication à partir de leurs comptes bancaires. Il sera étendu d'ici juin 2016 aux paiements des factures d'eau et d'électricité. Pour mémoire, la Sgbc est la première banque sur le marché ivoirien, avec une part de marché de près de 16 %, tant en termes de bilan que de crédits. Quant à MTN, il occupe la deuxième place sur le marché ivoirien de la téléphonie (33 % de part de marché), derrière Orange (3 %).

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : création du Comité national de facilitation des échanges internationaux (CONAFE)**

Le CONAFE, placé sous l'autorité du Premier ministre, est en charge de proposer et d'assurer le suivi et la coordination de la mise en œuvre des mesures destinées à faciliter et à accélérer les échanges commerciaux et les transports internationaux. La situation d'engorgement du port autonome de Douala entre la fin 2013 et la mi-2015 serait à l'origine de la création de ce comité.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Absorption de la Société de développement des ports du Gabon

La société *Gabon Special Economic Zone Port* (GSEZ Port) a annoncé le 7 mars 2016 qu'elle approuvait le projet d'absorption signé avec la Société de développement des ports du Gabon (SDP). Cette société anonyme à capitaux entièrement publics était chargée de financer et de réaliser des infrastructures portuaires et d'en confier la gestion à des opérateurs privés mais aussi d'assurer le renouvellement sur l'ensemble du territoire national. Ses importantes difficultés financières ont conduit à son absorption par la société GSEZ Port, entreprise publique en charge notamment du développement de zones économiques spéciales au Gabon, pays qui constitue, aujourd'hui, la seconde économie de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (CEMAC).

✉ gildas.louvel@twobirds.com

▼ Djibouti Telecom finalise l'atterrissage du câble sous-marin SEA-ME-WE

L'atterrissage du câble sous-marin de 20 000 km SEA-ME-WE a été inauguré à Haramous en mars 2016. Ce câble relie 17 pays de l'Asie du sud-est, le Moyen-Orient et l'Europe occidentale, dont la France, l'Arabie Saoudite, l'Inde et la Malaisie, dans l'objectif de devenir un hub de télécommunication régional et international. 24 téraoctets/seconde permettront ainsi de développer l'Internet TV, la VHD et d'autres services d'accès à Internet. Sa construction a débuté en septembre 2014, soutenue par 17 opérateurs majeurs de télécommunications, et financé par un groupement de 3 banques : l'AFD, la BID et la BCI-BRED de Djibouti.

✉ magali.pialat@businessfrance.fr

▼ Ethiopian Airlines réalise un bénéfice net de 165,4 M USD en 2014/2015

Malgré la baisse de touristes en Afrique et Ebola, Ethiopian Airlines (EA), 1^{er} transporteur africain en revenus, annonce un bénéfice pour l'exercice 2014/15 de +12 %, soit 3,53 Mds de Birr (165,4 M USD). Une performance expliquée par la maîtrise des coûts, plus de services de maintenance, de *catering*, et de maintenance au sol au profit d'autres compagnies aériennes ; profitant aussi des performances de ses filiales Asky et Malawian Airlines. EA a commandé 20 Boeing 737 MAX 8s mais doit surveiller son endettement (47,6 milliards de Birr ; environ 2 Mds EUR).

✉ magali.pialat@businessfrance.fr

▼ Maurice : la filiale de Colas remporte deux contrats en partenariat avec un groupe local

Transinvest Construction Ltd, filiale du groupe Colas à Maurice, vient de remporter deux contrats en partenariat avec la société de travaux, General Construction Co. Ltd. Le premier contrat alloué par Airport of Mauritius Ltd (AML) concerne la construction d'un parking avion à l'aéroport international. Le deuxième porte sur la construction d'un tronçon de 4,5 km (2x2 voies) permettant de créer un nouvel accès à l'aéroport international. L'ensemble de ces travaux représente un montant de l'ordre de 25 M EUR, dont environ 55 % seront réalisés par la société Transinvest. Les deux contrats sont financés par le gouvernement mauricien.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ouganda : hausse du taux de recouvrement du principal fournisseur d'électricité**

Umeme, principal fournisseur d'électricité en Ouganda, a vu son taux de recouvrement augmenter de 17 % suite à la mise en place en 2011 de Yaka, un service de prépaiement d'électricité. Yaka est utilisé par 300 000 consommateurs, soit 40 % des clients d'Umeme. En 2012, le chiffre d'affaires d'Umeme avait été de 29 % inférieur aux résultats attendus, soit un manque à gagner de 4,5 M USD, à cause des retards de paiement des factures et du mauvais état du réseau électrique. Le fournisseur a fait de nombreux travaux pour adapter le réseau électrique au prépaiement et investira 440 M USD entre 2013 et 2018 pour développer son réseau de distribution.

✉ nina.llado@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ouganda : augmentation de 12 % des bénéfices de Vision Group**

Le groupe ougandais Vision a enregistré des bénéfices de 1,1 M USD lors du second semestre de 2015, soit une augmentation de 12 % par rapport au premier semestre. Son chiffre d'affaires est passé de 13 à 14,6 M USD sur cette même période, grâce au développement de la régie publicitaire et à la croissance des activités radiophoniques et télévisuelles. Le groupe s'est félicité de ces résultats, qui sont advenus dans un contexte de crise de la presse, et malgré une forte inflation. Vision group, détenu à 53 % par l'Etat, possède des entreprises dans la presse (New Vision), l'audiovisuel (Vision Voice FM, Urban Television), la régie publicitaire, l'édition (New Vision Printing & Publishing) et la distribution.

✉ nina.llado@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : partenariat entre Airtel et Total pour la création d'un service de paiement**

L'entreprise de télécommunication Airtel et l'entreprise pétrolière française Total ont lancé un nouveau service nommé *Airtel Money Tap Tap card*, permettant aux clients de payer leur service ou produits Total par transfert d'argent via téléphone mobile (Airtel Money), à partir d'un compte Airtel Money relié au Terminal Airtel Money Tap Tap. Cette technique innovante, *Near Field Communication* (NFC), devrait à terme permettre aux consommateurs de réaliser leurs achats dans les commerces (supermarchés, pharmacie etc.). La Tanzanie figure parmi les pays où le paiement mobile est le plus utilisé.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya Airways vend ses slots préférentiels sur l'aéroport d'Heathrow**

Kenya Airways (KQ) récupère plus de 75 M USD de la part d'Oman Air et 15/25 M USD d'Emirates. Après le leasing de plusieurs appareils, KQ tente de réduire son endettement par tous les moyens possibles. AF-KLM est le second actionnaire de KG (27 %), juste derrière le gouvernement kenyan (30 %).

✉ jean-cesar.lammert@businessfrance.fr

▼ **Kenya : Home Afrika sollicite une entreprise égyptienne pour la construction d'un complexe sportif**

Le promoteur immobilier Home Afrika a choisi Wadi Degla (WDH, Egypte) pour la construction et l'exploitation d'un complexe sportif de 30 M USD dans le quartier privé de Migaa, banlieue de Nairobi. C'est le second complexe sportif construit par WDH au Kenya.

✉ jean-cesar.lammert@businessfrance.fr

▼ **Dangote Ciment : hausse de 15 % des bénéfices en 2015.**

Dangote Ciment vient d'annoncer une augmentation de ses bénéfices de l'ordre de 15 % en 2015, atteignant ainsi 929,4 M USD. La décision de réduire le prix du ciment en septembre 2015 a contribué à renforcer les ventes du groupe au Nigéria et a compensé le ralentissement de la croissance économique, tandis que les nouvelles usines ont accompagné la hausse du chiffre d'affaires avec une augmentation des volumes de production de 35 %. La stratégie de développement hors Nigéria s'est révélée payante, puisque les nouvelles unités de production ont réalisé de très bonnes performances, permettant au groupe de gagner des parts de marché contre des opérateurs historiques.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Africa Internet Group lève 225 M EUR pour poursuivre sa croissance**

Après avoir rendu public une prise de participation d'Axa de 8 % à hauteur de 75 M EUR, Africa Internet Group vient d'annoncer avoir levé 225 M EUR supplémentaires, notamment auprès de MTN et du groupe allemand Rocket Internet, tous deux déjà présents au capital, ainsi que la banque d'affaires Goldman Sachs. Fondé en 2012 par deux français, AIG était détenu à l'origine par trois sociétés : MTN Group (Afrique du Sud), Millicom (Suède) et Rocket Internet (Allemagne). En quatre ans, AIG est devenu l'un des leaders du e-commerce en Afrique en opérant dans 21 pays à travers une dizaine de marques à l'instar de Jumia, Hellofood, Lamudi, ou encore Easy Taxi.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : annonce des résultats du groupe MTN pour l'année 2016**

L'opérateur mobile sud-africain MTN vient de dévoiler ses résultats pour l'année 2015, fortement marqué par la bataille judiciaire qui l'oppose à la *Nigerian Communications Commission* et dont le premier jugement devrait être rendu le 18 mars. Le chiffre d'affaires du groupe sur l'ensemble de ses opérations s'élève à 8,65 Mds EUR (stable par rapport à 2014), dont 3,06 Mds EUR pour le Nigéria (-3,8 %). L'EBITDA atteint près de 3,5 Mds EUR (dont 1,6 Mds EUR pour le Nigéria), en baisse de 6,9 % (-13 % pour le Nigéria) et ne représente plus que 40 % du chiffre d'affaire contre 48 % en 2014. Cette situation est essentiellement due à la constitution d'une réserve financière en prévision de l'amende infligée par la NCC.

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

▼ **La banque Barclays Africa maintient ses activités au Ghana**

Compte tenu de la réduction de plus de la moitié du dividende attendu en 2016 et 2017 à la suite d'un doublement des pertes nettes enregistrées en 2015 (500 M EUR), Barclays Royaume-Uni a annoncé la cession de ses parts (62,3 %) dans Barclays Africa Group, le groupe souhaitant désormais se recentrer sur ses activités transatlantiques. Face aux inquiétudes sur leur avenir exprimées par les employés de la branche ghanéenne, un communiqué de Barclays Ghana a indiqué que la filiale ghanéenne, qui dispose de liquidités suffisantes, poursuivrait ses activités dans le pays, faisant partie de la stratégie long terme de Barclays Africa.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : China Camc Engineering choisie pour la construction de l'usine de pied du barrage de retenue de Lom Pangar

L'offre de l'entreprise chinoise l'a emporté sur celle de l'entreprise espagnole Elecnor, qui a été jugée « non conforme pour l'essentiel au plan technique ». La construction de l'usine, d'une capacité de 30 MW, s'étalerait sur une année, pour un coût global estimé à 30,4 Mds FCFA. Cette usine permettra d'alimenter les villages de la région de l'Est du Cameroun en électricité, grâce à une ligne de transport longue de 120 km.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : projets d'implantation de CFAO retail-Carrefour à Douala et Yaoundé

CFAO retail, en association avec Carrefour, a décidé d'implanter un centre commercial à Douala puis un centre commercial à Yaoundé, ainsi que deux ou trois supermarchés de taille moyenne dans chaque ville. Les centres commerciaux comprendront un supermarché Carrefour et une quinzaine de magasins franchisés (Halle aux vêtements, Jules, Mango, L'Occitane, Brioche dorée...). 1 500 emplois directs seront créés, et plus de 110 M EUR investis d'ici à 2019.

✉ francois.giovalucchi@dgtresor.gouv.fr

▼ Distribution : CFAO s'allierait à l'IFC

Propriétaire en totalité de SGI Africa, la société chargée de la construction et de la gestion des 19 centres commerciaux qu'il entend développer de Kinshasa à Dakar, CFAO souhaite faire entrer des co-investisseurs pour accélérer le projet, dont le coût total est estimé à 500 M EUR. Des investisseurs institutionnels ont été approchés par les équipes de Xavier Desjobert, dont la Société financière internationale (IFI). La filiale du groupe Banque mondiale décidera dans les prochains jours si elle met sur la table 60 M EUR en échange de 20 % du capital de SGI Africa. CFAO ne garderait au final que 45 % des parts.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ Kenya Commercial Bank annonce son implantation en RDC

Kenya Commercial Bank a annoncé, le 2 mars 2016 à l'occasion de la présentation des résultats de l'exercice 2015, qu'elle envisage de s'implanter en République démocratique du Congo d'ici 2020. Le directeur général de l'établissement, Joshua Oigara, a indiqué que l'objectif de la première banque kenyane en termes d'actifs est d'être présente dans au moins dix pays africains d'ici 2020. Elle opère déjà au Kenya, en Ouganda, en Tanzanie, au Rwanda, au Burundi, au Soudan du Sud et en Ethiopie. L'établissement coté au *Nairobi Securities Exchange* a annoncé un bénéfice avant impôt de 26,5 Mds de Shillings (261 M USD) en 2015, en hausse de 12 % par rapport à 2014.

✉ francois.quintin@dgtresor.gouv.fr

▼ Branle-bas de combat chez Coca-Cola

Selon Euromonitor, la marque Coca-Cola est numéro un des boissons gazeuses au Kenya, au Nigeria et en Afrique du Sud. Sur l'ensemble de la zone Moyen-Orient et Afrique, sa part de marché dans les boissons (en valeur) atteint 22,7 %, avec des pointes à 39 % en Afrique du Sud et à 45 % au Kenya. Mais alors que la concurrence était quasiment inexistante il y a dix ans, le géant américain est désormais attaqué de toutes parts. Dans la zone francophone, son plus grand adversaire n'est autre que son principal partenaire, Castel (second embouteilleur de Coca-Cola en Afrique). Si le géant américain n'a d'autre choix que de travailler avec le groupe français, Castel tient à conserver ses propres marques (plus rentables) et à continuer à embouteiller des marques concurrentes de Coca-Cola.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ Côte d'Ivoire : Exxon Mobil ouvre un bureau régional à Abidjan

L'annonce a été faite le 8 mars 2016 par le PDG du groupe américain, Steve Greenlee, en visite à Abidjan. L'ouverture de ce bureau devrait permettre à Exxon Mobil de renforcer sa position dans la région. Pour mémoire, en décembre 2014, ce groupe avait signé avec les autorités ivoiriennes deux contrats de partage de production (Cpp) relatifs à deux blocs pétroliers (CI 602 et CI 603) en Côte d'Ivoire.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Lactalis exclu de Côte d'Ivoire ?

La pilule est difficile à avaler pour Lactalis. Le géant français, qui commercialise notamment la marque de lait Lactel, n'a selon nos informations pas vendu une seule bouteille de lait UHT en Côte d'Ivoire – qui représente 10 % de ses volumes en Afrique – depuis le début de l'année 2016. Une nouvelle réglementation, signée notamment par le ministre du Commerce Jean-Louis Billon et entrée en vigueur le 8 janvier, limite désormais à trois mois – contre huit mois auparavant – la date limite de consommation après fabrication. La mesure exclut de fait les importations de ce produit depuis l'Europe, en raison du temps de transport incompressible pour les acheminer.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

CARNET ET AGENDA

▼ Un nouveau cabinet de conseil, de management de transition et de mise à disposition d'experts et dirigeants sur l'Afrique

Skill Advisory Africa est une structure créée en 2015 par David Ninot (ayant créé et développé préalablement une structure dédiée à l'Afrique pour le compte d'un groupe international), spécialisée dans la mise à disposition d'experts et dirigeants en Afrique ainsi que sur les missions complexes nécessitant l'apport d'experts en management de transition. *Skill Advisory Africa* travaille avec les groupes internationaux, les ETI, PME ainsi que les organisations publiques, et intervient sur l'ensemble du continent en s'associant à un réseau d'experts locaux possédant une véritable expertise des régions d'intervention.

✉ david.ninot@skilladvisoryafrica.com

▼ Ethiopie : visite du ministre éthiopien des Transports à Paris

Le ministre des Transports Workeneh Gebeyehu se rendra à Paris les 29 et 30 mars, accompagné de représentants d'Ethiopian Railways Corporation, Ethiopian Airlines, Ethiopian Airports Enterprise, Ethiopian Road Authority, Ethiopian Shipping & Logistics Services Enterprise, etc. Il s'entretiendra avec les ministres Vidalies et Fekl et de nombreuses entités en charge des transports (air, terrestre). La délégation rencontrera le 30 mars les entreprises françaises intéressées lors d'un petit-déjeuner organisé par Business France. Parmi les projets phares éthiopiens figurent la construction d'un nouvel aéroport ainsi que la construction de nouvelles lignes ferroviaires, d'autoroutes ou de réseaux collectifs urbains.

✉ pierre.sentenac@dgtrésor.gouv.fr

▼ Lazareff Le Bars organise les rencontres internationales des affaires en Afrique – RIDAA

Boutique spécialisée dans la résolution des litiges internationaux, Lazareff Le Bars organise le 31 mars prochain les rencontres internationales des affaires en Afrique – RIDAA. La quatrième édition de ces rencontres organisées en partenariat avec le mouvement des entreprises du Sénégal (MEDS), sous le haut patronage du président Macky Sall se déroulera à Dakar au Sénégal. La journée du jeudi 31 mars 2016 sera dédiée aux nouveaux défis de l'économie africaine, en présence d'experts, de décideurs politiques et de personnalités du droit et des affaires internationalement reconnus.

Site internet de la conférence (programme & inscriptions) - www.ridaa-conference.com

✉ rousseau@l-lb.com

▼ RCA : mission du FMI attendue du 15 au 22 mars

Trois déboursements au titre de la Facilité de crédit rapide ont eu lieu au bénéfice de la RCA en 2014 et 2015 pour un total de 22,28 M DTS. Le FMI va se rendre en mission du 15 au 22 mars, dans le but de préparer la conclusion d'un accord de type Facilité élargie de crédit sur 3 ans qui pourrait intervenir dès que le président Touadera et le gouvernement qui sera nommé à l'issue des élections législatives en vue, auront pris leurs fonctions.

✉ francois.giovalucchi@dgtrésor.gouv.fr

▼ Comores : résultats définitifs du premier tour des élections présidentielles

La Commission électorale nationale indépendante (CENI) a proclamé les résultats définitifs du premier tour des élections présidentielles le 5 mars 2016, après étude des recours par la Cour suprême. Trois candidats arrivés en tête se sont qualifiés pour le second tour : avec 17,9 % des voix pour Mohamed Ali Soilihi (ex Vice-Président en charge des Finances), 15,6 % pour Mouigni Baraka Saïd Soilihi (ex gouverneur de la Grande Comore) et 15,1 % pour Azali Assoumani (ancien président). Le second tour est prévu le 10 avril 2016. Les observateurs étrangers ont félicité les autorités et la CENI pour le bon déroulement de ce scrutin.

✉ gaboritl@afd.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MAEDI ni des ministères économiques et financiers.
La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère des Affaires étrangères et du Développement international et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère des Finances et des Comptes publics et du ministère de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique.

Contacts

sandrine.lafaye@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Directeur de la Publication

Marc Bouteiller

Rédacteurs en Chef

Samuel Goldstein (DG Trésor) et Marc Bouteiller (DAOI)

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :
objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

